

vert'libéraux

Parti vert'libéral Suisse

Créateurs d'avenir : pour une Suisse libre, ouverte et connectée au monde

Kathrin Bertschy, vice-présidente, Conseillère nationale

Créateurs d'avenir : pour une Suisse libre, ouverte et connectée au monde.

Nous voulons une Suisse qui entretient des relations étroites avec d'autres pays. Dans le monde entier, et tout particulièrement avec l'Europe. Ouverte et connectée au monde. Mais aussi ouverte vers l'intérieur : nous voulons un pays libre qui est ouvert pour la diversité des modes de vie et qui les rend possibles au lieu de les restreindre.

Le développement de la voie bilatérale par un accord-cadre est pour nous une magnifique opportunité. Pour l'économie et la recherche tout comme la société. Ce sera uniquement grâce à cet accord-cadre que nos entreprises pourront continuer à vendre leurs produits et services dans toute l'Europe sur un pied d'égalité avec les États-membres. Nos Universités pourront continuer à bénéficier des programmes de recherche européens et nos étudiants conserveront le libre accès aux Universités européennes. Enfin, de nouveaux accords pourront être conclus sur des sujets clés tels que l'énergie, les marchés boursiers et la recherche, ouvrant de nouvelles opportunités de développement pour notre pays.

Malheureusement, ce sont la peur et les doutes qui dominent actuellement au Palais fédéral. Le scepticisme a le vent en poupe. Et c'est ainsi que les isolationnistes unis de gauche et de droite se cachent derrière une conception dépassée de la souveraineté et préféreraient mettre notre pays sous une cloche.

Nous nous opposons à ce protectionnisme avec détermination. L'idée que les accords bilatéraux sont seulement un mal nécessaire ne doit pas s'installer dans notre pays. Il n'y a aucun pays qui profite plus du marché intérieur européen que la Suisse. Notre grande prospérité est le résultat de cette coopération et de cette ouverture.

Nous voulons aussi une Suisse ouverte et libre vers l'intérieur. Un pays qui est ouvert pour la diversité des modes de vie. Qui ouvre les opportunités au lieu de prescrire un modèle de vie à tous. Cet objectif exige de nombreuses réformes. Les différents modèles de vie et de famille ne devraient plus être jugés par l'État. Au lieu de les juger, l'État devrait accorder un traitement égal à tous les différents modèles de vie et de famille.

Il est une preuve d'incapacité que même des pays conservateurs dans le monde entier ont introduit le mariage civil pour tous tandis que, chez nous, on retarde ce pas depuis des années. C'est également vrai pour l'égalité des sexes dans la vie professionnelle : la Suisse se situe clairement en retrait sur le plan international parce que nous continuons à promouvoir le modèle de famille de la période d'après-guerre au lieu de vivre avec notre temps.

La répétition de la votation décidée par le Tribunal fédéral sur l'initiative populaire « Pour le couple et la famille » offre la chance au parlement d'adopter un modèle familial plus progressiste et adapté aux modes de vie réels. Seule l'imposition individuelle est équitable. Une version modifiée de celle-ci offre non seulement la possibilité d'abroger la soi-disante « pénalisation du mariage », mais aussi d'améliorer massivement les incitations en faveur d'un deuxième revenu du ménage – rappelons que c'est souvent une femme qui gagne ce revenu.

Ainsi nous combattons non seulement la pénurie de compétences, mais nous contribuerons à la prospérité de notre pays – nous améliorerons aussi l'égalité entre les sexes, car l'activité professionnelle des femmes mariées sera beaucoup plus lucrative.

C'est pourquoi nous avons trois exigences concrètes afin de nous approcher de l'objectif d'une Suisse ouverte et libre :

1. Assurons le modèle de succès des accords bilatéraux par un accord-cadre. Et ceci rapidement.

Le bon résultat des négociations est actuellement sur la table. La quasi-totalité des entreprises, Universités, hautes écoles et associations économiques sont clairement favorables à l'accord-cadre. Et ils ont tous besoin rapidement de sécurité juridique. Nous attendons du Conseil fédéral qu'il fasse enfin preuve de leadership et signe cet accord. Le temps presse.

Nous voulons protéger et renforcer les valeurs communes de notre pays et de ses partenaires européens telles que les droits humains et la démocratie. Nous voulons que les citoyens de la Suisse et de l'UE puissent participer à la vie économique ou acquérir une formation professionnelle sur un pied d'égalité dans toute l'Europe. Et nous voulons la libre circulation et le libre-échange des biens et services sans obstacles au sein de l'Europe.

2. L'imposition individuelle pour plus d'équité et moins de pénurie de compétences

Le potentiel de force de travail n'est pas exploité en Suisse, et de loin. Souvent, les femmes avec une bonne formation travaillent moins qu'elles le souhaiteraient. Cet état de fait renforce la pénurie de compétences. Une des raisons principales est la charge fiscale disproportionnée qui pèse sur le deuxième revenu, ce qui diminue considérablement l'intérêt d'avoir un revenu supplémentaire. La solution pour ce problème est l'introduction de l'imposition individuelle. Malheureusement, les efforts afin d'introduire un tel régime fiscal ont échoué jusqu'à présent. Décidée par le Tribunal fédéral, la répétition de la votation sur l'initiative populaire « Pour le couple et la famille » présente l'opportunité pour le parlement d'adopter un contre-projet. L'imposition individuelle, appliquée de manière intelligente sur la base de la proposition récente d'associations d'employés, d'alliance F et d'Avenir Suisse, permettrait d'améliorer les incitations en faveur d'un deuxième revenu du ménage, de renforcer la participation des femmes au marché de travail et de contribuer à la prospérité de notre pays.

3. Le mariage civil pour tous est une évidence

Le mariage civil pour tous est un pas qui s'impose depuis longtemps pour mettre fin à la discrimination des couples du même sexe et assurer les mêmes droits et devoirs pour tous. C'est une évidence pour un pays libre. Des individus se marient parce qu'ils souhaitent établir leur communauté de vie sur un socle durable. Ils veulent mutuellement assurer leur sécurité financière ou exprimer leur attachement personnel vis-à-vis de la société. On continue à refuser les droits du mariage civil à une partie de notre société. On ne leur offre la possibilité que de faire un mariage de deuxième classe sous la forme du partenariat enregistré. Ce n'est pas digne d'un état de droit moderne et plus du tout adapté à notre époque. Notre initiative parlementaire lancée en 2013 doit enfin être mise en œuvre.

En conclusion, nous devons éliminer les obstacles qui limitent et restreignent notre société et la liberté de commerce.

Créateurs d'avenir : pour une Suisse libre, ouverte et connectée au monde.